

L'indépendant

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION ET D'ANALYSES N° 1479 DU JEUDI 4 NOVEMBRE 2021 * 29ÈME ANNÉE * PRIX : 3000 FG * ZONE CEFA : 500



P.3

Coup d'Etat ; Vent de « raite » ; Insécurité

Les « vérités » du colonel Amara Camara

Récurrence des coups d'Etat en Afrique

Les « raisons », selon Aliou Barry P.4

Près de 1000 militaires annoncés à la retraite

Dr Dansa salue et encourage les nouvelles autorités à toucher les autres secteurs P.5

Ismaël Condé



P.5

« Il faut que le CNRD sache que le peuple est ingrat »

Mory Condé, nouveau MATD

«J'entends former une équipe dynamique axée sur un objectif commun, celui de réussir la Transition...» (Discours)

Mory Condé, nouveau ministre de l'administration du territoire et de la décentralisation, prenait fonction, vendredi, à Conakry. A cette occasion, il a tenu un discours fort dans lequel il s'est engagé à mériter la confiance du Chef de l'Etat, le Colonel Mamadi Doumbouya, et appelé ses collaborateurs à l'esprit de conscience professionnelle en vue d'atteindre les objectifs fixés au département qu'il a la charge de diriger désormais, dans le cadre de cette transition.

CI-DESSOUS, L'INTÉGRALITÉ DE SON DISCOURS :

Mesdames et Messieurs les Membres du CNRD,

Monsieur le Ministre Secrétaire Général à la Présidence de la République,

Monsieur le Ministre Directeur de Cabinet de la Présidence de la République,

Monsieur le Ministre SG du Gouvernement Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement,

Mesdames et Messieurs les cadres du Ministère de l'Administration du

Territoire et de la Décentralisation,

Chers invités,

Je voudrais avant tout proposer de remercier Son Excellence le Président du CNRD, Président de la Transition, Chef de l'État, chef suprême des Armées, le Colonel Mamadi Doumbouya, l'ensemble des Membres du CNRD et Son Excellence Monsieur le Premier Ministre Chef du Gouvernement, Mohamed Beavogui pour m'avoir choisi, parmi tant d'autres Guinéens, pour diriger le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation. C'est avec beaucoup d'humilité et de gratitude que j'accepte cette haute distinction qui m'honore et me motive davantage à mettre tout en œuvre pour réussir l'exaltante et ambitieuse mission à moi confiée. Je prends donc l'engagement formel de remplir cette nouvelle mission avec honnêteté, intégrité, rectitude et la discipline qui ont toujours constitué les règles d'or de ma vie et conditionné mon comportement en tant qu'homme probe et libre. Dans cet or-



dre d'idées, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour mériter la confiance placée en moi et combler les légitimes espérances de la population. En ces instants précis, mes vives pensées vont à l'endroit des miens. A ma mère, arrachée très tôt à notre affection dont la fierté aurait été immense d'assister à cette cérémonie, mais je sais que son œil bienveillant continue de m'accompagner avec affection et amour. A mon père, que je remercie pour ses nombreux conseils avisés et son soutien indéfectible qui ne m'ont jamais fait défaut pour réussir mon parcours profession-

nel. A mon épouse pour sa disponibilité légendaire et sa patience incommensurable qui ont été toujours au service de la stabilité de notre couple. Mesdames et Messieurs, chers invités, cette nomination intervient dans un contexte particulier où notre pays s'est engagé dans une transition politique depuis le 5 Septembre 2021 qui doit indubitablement le mener vers l'établissement d'un ordre constitutionnel avec le concours de tous les Guinéens débouchant sur l'organisation d'élections libres crédibles et transparentes. L'organisation de ces futures élections suscite d'énormes attentes. L'esprit d'équipe doit prévaloir pour y arriver.

Mesdames et Messieurs, chers invités,

J'hérite d'un Département hautement stratégique, eu égard à son caractère hautement transversal. A cet effet, l'engagement et la mobilisation de mes futurs collaboratrices et collaborateurs constituera pour moi, une force de progrès et un gage de réussite. Nombreux sont les défis qui nous attendent afin de nous inscrire durablement dans les 5 principes fondamentaux qui soutiennent la vision du CNRD, à savoir: la rectification institutionnelle; la refondation de l'Etat; le rassemblement; le redressement et le repositionnement. C'est à travers ces 5 principes et valeurs, que nos futures actions en faveur de l'État et des entités décentralisées doivent désormais s'orienter. La restauration de l'autorité de l'État et le renforcement de la décentralisation sont au cœur des préoccupations du Gouvernement de transition dirigé par Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Mohamed Béavogui.

Mesdames et Messieurs, chers invités,

C'est dans ce contexte que je prends fonction, au moment où le Chef de l'État veut enfin engager véritablement notre Nation sur le

(Suite à la page 4)

L'indépendant

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Dar-Es-Salam sur la route Leprince
Commune de Ratoma
Email: lindependantguinee@gmail.com
- Tél : 664.63.09.53 - BP: 2427
Conakry

Redacteur en chef

Amadou Sadjou DIALLO: 624 37 26 68
Email: dialloamsadjo@gmail.com

Comité de rédaction

Amadou Sadjou DIALLO
Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Moussa THIAM

P.A.O

N. S. SOUMAORO

Recouvrements, Abonnements,

Marketing, Publicités & Annonces

Mamadou Aliou Diakité Tél.
664.63.09.53/
622.04.62.21

E-mail: madalgo1@gmail.com

Distribution: SPIC / Maison du Livre

Impression: SPIC/Imprimerie Warh Business Groupe

Lisez le journal numérique sur le site
www.kefinafasso.com

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Avis très important

Pour vos avis, annonces et publicités, Publi-reportages, couvertures médiatiques et abonnements, contactez le service commercial et marketing au

Tél. : 664 63 09 53 / 622 04 62 21

E-mail : lindependantguinee@gmail.com

Coup d'Etat ; Vent de « raite » ; Insécurité

Les « vérités » du colonel Amara Camara

Il était l'invité du premier numéro de l'émission "Les informés" du groupe Hadafo, le lundi 1^{er} novembre dernier. Calme, avec un langage facile, le colonel Amara Camara, ministre Secrétaire général de la présidence, accompagné de la nouvelle ministre de la Communication, se prononce sur les sujets brûlants de l'actualité guinéenne. Le Coup d'Etat du 5 septembre, des militaires à la retraite, des failles dans la sécurité des citoyens et de leurs biens sont entre autres des points épluchés par l'ancien directeur de l'EMIA (Ecole militaire inter armées).

L'autre raison du coup d'Etat

Au petit matin du 5 septembre dernier, les Guinéens se réveillent avec une nouvelle qui sort de l'ordinaire. Le palais présidentiel est pris d'assaut par le groupement des forces spéciales dirigé par le colonel Mamadi Doumbouya. Au bout de quelques heures, l'ancien légionnaire français et sa troupe détenant le président Alpha Condé, se dirigent au siège de la Télévision guinéenne, en haute banlieue de Conakry, où il annonce la prise du pouvoir par l'armée. Le nouvel homme fort du pays à la tête du CNRD justifie l'acte par les tares du régime déchu, entre autres : le clanisme, la politisation à outrance de l'administration, la violation des lois.

Près de deux mois après, le colonel Amara Camara, ministre Secrétaire général de la présidence accorde un entretien à nos confrères du groupe Hadafo. Sur le putsch que lui et ses collègues viennent de réaliser, l'homme marche sur les pas de son chef, avance les mêmes raisons et va même plus loin. Il déterre un argument jusque-là non connu du public, alors que ce dernier continue à diverger sur les véritables motivations du coup d'Etat du 5 septembre. Mais aussi une raison qui conforte ceux qui pensent que le putsch n'est lié à la modification constitutionnelle du 22 mars 2020 qui a permis Alpha Condé de briguer un troisième mandat.

« On a assisté au clanisme, au népotisme, à la

corruption généralisée, la personnalisation de la chose publique, aux privations des libertés, aux intimidations et à la volonté d'un groupe de prendre ou de bâillonner la volonté d'un peuple qui aspirait à plus de démocratie », rappelle-t-il d'entrée, avant de révéler que « le Rubicon a été franchi quand la Constitution qui avait été soumise au peuple n'est pas celle qui a été ratifiée. C'est comme si la voix du peuple ne comptait pas. Et s'en est suivie de série de dégradations de la situation sociopolitique du pays. Les conséquences nous envoyaient dangereusement vers des lendemains très sombres ».

Pour éviter cela, ajoute le colonel Camara, « l'armée dans son rôle régalien, en tant que garante de la sécurité du territoire, a pris ses responsabilités le 5 septembre. Le CNRD est l'émanation de l'ensemble des composantes des forces de défense et de sécurité qui ont placé le colonel Mamadi Doumbouya à leur tête pour présider aux destinées de notre peuple », laisse-t-il entendre, tout déclarant plus loin, « tous les indicateurs et signaux sont au vert. Ils indiquent que les lendemains ne sont pas sombres. Tous les actes qui sont en train d'être posés vont dans le sens du rassemblement, l'inclusivité. La garantie que tout se passera bien est en train d'être donnée tous les jours ».

Le vent de « la retraite »

L'entretien avec le colonel Amara, en ce lundi, 1^{er} novembre, qui coïncide au 63^{ème} anniversaire de la créa-

tion de l'armée guinéenne, ne s'est pas limité qu'aux raisons du coup d'Etat. Certaines décisions prises par le président de la transition, notamment la retraite de certains éléments des corps militaires et paramilitaires ont été passés au peigne fin. Pour ce membre du CNRD, c'est un processus normal.

« C'est normal après un changement de régime de mettre une administration en place. C'est ce qui a été opéré à la tête de l'armée. La mise à la retraite est un processus normal dans la vie d'une personne qui a travaillé. Quelqu'un qui a atteint une certaine maturité et ancienneté de service, c'est normal qu'il soit appelé à faire valoir ses droits à la retraite. C'est le cas pour les généraux.

C'est le travail qu'ils ont fait, c'est ce qui est en train d'être matérialisé sur le terrain aujourd'hui. C'est ce qu'ils ont fait qui a permis à des jeunes de prendre leurs responsabilités. Tout le mérite leur revient. On leur souhaite une très bonne retraite et une réussite dans la nouvelle carrière qu'ils vont embrasser », lance-t-il.

Et Amara Camara insiste : « La retraite, c'est le continuum du service actif que ce soit dans l'administration publique ou l'armée. La dynamique de refondation touchera tous les secteurs y compris l'administration publique. Si vous avez 70 ans, forcément, il va falloir laisser la place. C'est le cycle normal de la vie. A date, il y a des jeunes qui attendent aussi de travailler. Il y a quoi



de plus normal que faire partir ceux qui ont atteint l'âge de la retraite et laisser la place aux jeunes ?», s'interroge-t-il.

Faille dans la sécurité

Sur la question de la sécurité des citoyens et de leurs biens, le ministre Secrétaire général de la présidence sans faire dans la dentelle reconnaît qu'il y a des failles. D'après lui, « la sécurité n'existe pas à 100% ».

« Que ce soit chez nous ou dans les nations développées, la sécurité n'existe pas à 100%. On met des barrières, on lève des barrières parce qu'une évaluation sécuritaire a été faite et qui permet de déterminer le niveau de menaces, de réactivité de l'étude de défense et de sécurité que nous avons.

Il a été estimé à un moment qu'il était nécessaire de lever les barrières parce que nous détenons des capacités à pouvoir faire face au minimum. Et quand il sera évalué que cela n'est pas le cas, des communications seront faites pour voir dans quelles mesures on peut renforcer la sécurité à tel ou tel endroit.

C'est le combat constant qui se fait tous les jours. Se battre pour la sécurité des personnes et de leurs biens. Les coupeurs de route existent et il y en aura. Il y a eu des mesures qui ont été prises, des mesures seront prises tous les jours et on adoptera notre dispositif à la réalité du terrain », martèle ce collaborateur du chef de l'Etat.

Sadjo Diallo

Avis important

L'Administration et la Direction du groupe de presse "L'Indépendant/Le Démocrate" constatent ces derniers temps, avec regret, que des individus non identifiés se présentent au niveau des institutions nationales et internationales, ainsi qu'au niveau de certaines sociétés de la place, au nom des deux organes, sans aucune autorisation de leurs responsables.

Face à ces agissements relevant du délit, l'Administration et la Direction du groupe de presse "L'Indépendant/Le Démocrate" invitent cordialement et humblement les entités citées plus haut à se référer toujours à l'adresse mentionnée dans l'ours des deux journaux en cas de besoin.

Merci d'avance de la compréhension!

La Rédaction

Mory Condé, nouveau MATD

«J'entends former une équipe dynamique axée sur un objectif commun, celui de réussir la Transition...» (Discours)

chemin de l'émergence. Toute chose qui ne pourrait se réaliser que si chacun des Guinéens prend une part active à la construction de la future République exemplaire que le Colonel Mamadi Doumbouya appelle de tous ses vœux. Appuyer l'organisation des futures élections; Consolider la Décentralisation en dotant les collectivités locales de moyens financiers suffisants et par un transfert de compétence effective; Sécuriser nos frontières avec nos pays voisins; Redynamiser les ONG et les Mouvements Associatifs; Encadrer le fonctionnement des partis politiques; Améliorer les conditions des personnes retour-

nées; Moderniser le système d'état civil sont entre autres les nombreux défis qui nous interpellent dont la réussite participera à qualifier positivement notre système démocratique et à améliorer qualitativement les conditions d'existence de nos populations.

Les collectivités locales organisées, renforcées et pourvues de moyens suffisants rapprocheront tout naturellement l'Etat central de la population avec des prestations de proximité et permettront en même temps la décentralisation effective des Services publics, comme le souhaitent ardemment le CNRD et son Gouvernement, à sa tête le Pre-

mier Ministre Mohamed Beavogui.

Chères collaboratrices, chers collaborateurs,

Pour atteindre ces objectifs, je sollicite humblement votre adhésion à l'esprit du CNRD, votre engagement pour une administration au service du développement, votre disponibilité pour une décentralisation effective et surtout votre parfaite loyauté à servir dignement la République. La bonne marche de l'Etat passe nécessairement par le bon fonctionnement de son administration centrale et décentralisée pour une meilleure territorialisation des politiques publiques. Mon allocution serait incom-

plète si je ne saluais pas les efforts constants et l'enthousiasme de tout le personnel du MATD qui a assuré l'intérim avant ma nomination. Je saisis cette occasion pour vous remercier chaleureusement, au nom du Président du CNRD. Je vais dorénavant travailler au quotidien avec vous. J'entends former une équipe dynamique axée sur un objectif commun, celui de réussir la Transition pour le bonheur de tous les guinéens partout où ils seront. J'en appelle également à l'esprit de solidarité de nos partenaires techniques et financiers à continuer, dans un cadre cohérent et renouvelé, les nombreux et divers appuis qu'ils ne cessent

d'apporter à notre pays pour le renforcement de sa politique de décentralisation.

Mesdames et Messieurs;

J'adresse enfin mes plus vifs remerciements à tous ceux, je ne vais pas les nommer par crainte d'en omettre certains, qui ont été mes interprètes auprès du Chef de l'Etat et du Premier Ministre. Que Dieu me vienne en aide ! Que Dieu bénisse le président Colonel Mamadi Doumbouya !

Que Dieu bénisse la Guinée et les Guinéens ! Merci de votre attention ! Je vous remercie. »

Service Communication du MATD

Récurrence des coups d'Etat en Afrique

Les « raisons », selon Aliou Barry

Le retour des coups d'Etat en Afrique est une question qui ravive les débats. Aliou Barry politologue, directeur du Centre d'analyse et d'étude stratégique s'est prononcé sur cet état de fait, chez nos confrères de FIM Fm, le vendredi, 29 octobre dernier. Selon lui, cela est dû au manque de régimes politiques capables de répondre à l'attente de la population. Lisez !



Les coups d'Etat sont devenus une pratique récurrente en Afrique. Nous avons récemment suivi la destitution du président Malien, s'en est suivi la Guinée et succinctement deux autres sont intervenus au Soudan. De quel œil percevez-vous cette situation ?

Moi, je pense que la décision de ces coups d'Etat s'explique par l'échec de l'installation de régimes politiques en Afrique. Aux sortir des indépendances jusqu'à maintenant, la majorité de ces pays d'Afrique notamment Francophone n'ont pas pu mettre en place l'installation à travers un régime politique susceptible de répondre aux préoccupations des populations. Donc vous avez

deux phases de coup d'Etat, je ne remontrai pas aux années 60. Ce sont des coups d'Etat qui permettaient de mettre fin à une dictature parce que c'était à l'époque le parti unique.

Depuis l'instauration forcée de la démocratie dans les années 90 par la suite de la chute de mur de Berlin, on assiste aujourd'hui à des coups d'Etat qu'on appelle, coup d'Etat conseil, parce que ceux qui arrivent au pouvoir à travers une élection piétinent la constitution, piétinent l'engagement qu'ils ont fait. Donc la seule solution pour les populations, c'est l'irruption de l'armée. Pour résumer, l'immixtion de l'armée dans la sphère politique signe le véritable échec du politique en Afrique.

Comment comprendre qu'un coup d'Etat intervient dans une période de transition, nous l'avons vécu avec les putschistes, au Mali et ce fut le cas au Soudan. Qu'est-ce qu'il faut à date en Guinée pour ne pas que la situation se dégrade au point de vaciller de la sorte ?

Je pense que c'est trois situations complètement différentes, le Soudan c'est très complexe, le Mali aussi c'est à la fois une crise politique et une crise sécuritaire. La Guinée à mon avis à toutes les chances de jeter les bases d'une vraie transition. Encore faut-il que ceux qui dirigent la transition et ceux qui sont acteurs, c'est-à-dire la classe politique doit s'entendre sur le terme transition. Est-ce que la transition c'est juste permettre le retour à l'ordre constitutionnel ou est-ce que c'est à la fois retour à l'ordre constitutionnel mais aussi réfléchir sur un futur régime politique ?

Si on ne s'entend pas sur ces termes de quoi on fait la transition, je pense qu'on ira en échec comme en 2010... Par contre, on peut combiner les deux. On peut bien profiter de la transition pour réfléchir quel type de régime politique pour le pays et en même temps amorcé le retour à l'ordre constitutionnel, c'est pourquoi j'ai dit à mon avis c'est une erreur de dire :

(Suite à la page 5)

Récurrence des coups d'Etat en Afrique

Les « raisons », selon Aliou Barry

On fixe la durée de la transition, c'est l'inverse qu'il faut faire. Il faut faire un plan d'action pour dire ; qu'est-ce qu'on fait durant la transition tout en ayant dans la tête que l'idée principale, la vocation principale d'une transition, c'est un retour à l'ordre constitutionnel. Mais encore faut-il que ce retour soit fait pour permettre à un retour durable à l'ordre constitutionnel, parce qu'en 2010 c'est ce qui s'est passé. On a rapidement fait les accords de Ouagadougou, on a fait un CNT avec une constitution. Il y a beaucoup de débats, est-ce qu'il faut réfléchir sur une nouvelle constitution ? Si oui, on peut partir sur la base de celle de 2010 et l'améliorer.

Justement à ce niveau, on se rend compte de la complexité de la gestion de cette période transitoire que préconisez-vous en terme d'approche aux nouvelles autorités ?

Le problème fondamental, pour ne pas retomber dans les errements du passé c'est de profiter pour réfléchir. Quel type de régime politique ? Est-ce qu'on va vers un régime présidentiel ? Est-ce qu'on va vers un régime semi-présidentiel ? Est-ce qu'on va vers un régime parlementaire ? Est-ce que le régime à la française est adaptable en Guinée ? Je dis, non, parce que depuis 58 on a des régimes autoritaires. Est-ce qu'on ne va pas réfléchir par exemple sur ce qui se passe en Allemagne, où la fonction du président de la République est honorifique, c'est la chancelière ou le chancelier qui gère. Les Landers ont une véritable autonomie administrative. Est-ce qu'on va vers ce régime ou on va vers un régime présidentiel, qui jusqu'à date a permis à faire déboucher des régimes autoritaires.

Transcrit par
Alpha Amadou Diallo

Ismaël Condé

« Il faut que le CNRD sache que le peuple est ingrat »

Invité par nos confrères de FIM FM ce mercredi 27 octobre 2021, Ismaël Condé après avoir passé 18 mois à la maison centrale raconte ses mésaventures en prison. Dans cet entretien l'ex-prisonnier politique qualifie le régime Alpha Condé de dictature, et suggère des propositions aux nouvelles autorités. Lisez !



Comment se porte Ismaël Condé qui a passé pratiquement quelques 12 mois si je ne me trompe à la maison centrale comme détenu politique ?

Comment vous reprenez gout aux activités ?

Je me porte bien, c'était un épisode très douloureux évidemment après avoir passé 12 mois en prison, on

ne se remet pas comme ça si facilement ; heureusement les contextes nous aident avec tout ce qui se passe. Nous sommes tous occupés. Les activités ont repris et l'avenir est prometteur ; franchement ça nous aide mieux de sortir dans ce contexte, c'est plus que sortir maintenant que de sortir avant.

Avant ce coup d'Etat miraculeux n'arrive, est-ce que vous étiez en passe d'écrire votre lettre ou est-ce que vous l'avez vous-même demandé pardon à Alpha Condé parce qu'à un moment donné vous étiez restés résilient pour assumer votre combat ?

On était dans une dictature. En 11 ans Alpha Condé a réussi à installer en Guinée une dictature digne de nom. Personne ne pouvait imaginer qu'après tous les combats que le peuple a menés pour arriver aux élections de 2010 que nous allons nous retrouver en 2021 avec un Etat policier où chacun cherche sa tête. A un moment donné en prison, chacun se posait la question. Quelle allait être notre devenir ? Toutes les idées étaient les meilleures pour sortir de cet enfer. Donc l'idée de pardon ou pas, chacun cherchait sa tête. A un moment donné on pensait à notre vie.

Est-ce que c'est le désespoir de cause que vous vous êtes ébouillantés ? Vous avez versé de l'eau chaude à une partie de votre corps ?

Après avoir passé près de 8 mois sans jugement, toutes les personnes avec qui je me trouvais en prison et qui mon troué avaient leurs

(Suite à la page 6)

Amadou

Près de 1000 militaires annoncés à la retraite

Dr Dansa salue et encourage les nouvelles autorités à toucher les autres secteurs



Dans le cadre de la célébration du 63^{ème} anniversaire de la création de l'armée guinéenne, le président de la Transition, chef suprême des armées annonce que 1 000 militaires vont faire valoir leur droit à la retraite. Interrogé sur ce sujet, le président du Conseil national des organisations de la société civile (CNOSG), salue la décision du colonel Mamadi Doumbouya.

« Je pense que la retraite est un droit du travailleur. Si ce n'est pas

dans notre pays, un militaire qui a rendu de loyaux services à la nation est même pressé d'aller à la retraite pour se reconvertir dans d'autres activités, mais les conditions de vie des retraités font que personne ne veut aller à la retraite », indique Dr Dansa Kourouma.

A en croire cet activiste de la société civile guinéenne, cette fois-ci « toutes les garanties ont été données par le président de la République de créer toutes les conditions pour les retraités et doit encourager le maximum.

« Moi, j'encourage que ce processus de décantation puisse aussi toucher les autres secteurs de la vie civile pour que toutes les conditions soient mises en place pour éviter ce vieillissement au sein de l'administration aussi. Cela peut aider à créer plus de place pour les jeunes, ça peut aider aussi à créer une certaine crédibilité même dans le fonctionnement de l'administration si les périodes et délais de retraite sont respectés », souligne Dr Dansa Kourouma.

Ismaël Condé

« Il faut que le CNRD sache que le peuple est ingrat »

décisions. Moi, j'avais l'impression que j'avais un problème particulier. Ce problème particulier était là : un ancien du RPG qui va à l'UFDG, il faut lui servir d'exemple et ce terme d'exemplarité était ma situation. A un moment donné, je me suis dit : je ne fais pas les choses. Fonké Mengué a fait une grève de faim, il a été jugé. Madic 100 Frontières a relancé son problème de maladie. Souleymane était dans ses trucs avec ses anciens amis. Moi je me retrouvais abandonné à mon sort. En prison toutes les possibilités sont bonnes pour qu'on parle de soi, parce que le plus grand drame en prison c'est l'oubli. Une fois qu'on commence à t'oublier tu perds l'espoir.

C'est ce désespoir de cause qui m'a amené un jour à faire cette situation qui au début était complètement fait de façon inconsciente. C'est après que j'ai réalisé les conséquences de ce que j'ai fait parce que j'aurais pu perdre l'usage de l'œil. J'aurais pu avoir des cicatrices irréversibles sur mon visage. C'est le désespoir qui pousse l'homme à faire des choses qu'on pourrait regretter amèrement par la suite.

Donc vous vous n'êtes pas battus avec un codétenu ?

Non ! J'ai eu à donner des conseils à un moment donné. On est constamment défavorable en prison, pour un rien de tout on envenime la situation. Il y a eu une question de fouille. On est tout le temps fouillé pour saisir de téléphone. Et en prison, on ne peut pas vivre sans téléphone. Je ne sais pas pourquoi, on interdit le téléphone. S'il n'y a pas de téléphone, il y aura par jour au minimum entre 6 à 10 décès, parce que la nourriture n'est pas de la qualité. C'est à travers le téléphone que les gens appellent les proches pour les envoyer des cadeaux, la nourriture et tout. En interdisant le téléphone, on interdit la vie. Le téléphone était devenu un moyen de pression pour les

geôliers pour mettre constamment la pression en nous les détenus.

Donc c'est à la suite d'une question de fouille, une réunion avec les membres de calles, on appelle les geôles : « **les calles** », comme la calle négrière qui est la calle la plus surchargée. Donc nous étions tout le temps fouillés ; au bout d'un mois on a été fouillé trois fois alors que les autres n'ont pas été fouillés. Donc j'ai dit : J'aurai appris que la fouille a été organisée parce que Almamy Aguibou a eu un contact avec quelqu'un de l'extérieur qui l'aurait demandé si Cellou Baldé est dans la même calle que lui, des rumeurs comme ça pour rien du tout, on venait saccager les salles, nous harcelez, ça cassait l'ambiance. Et tout ce qu'on a besoin en prison c'est de se sentir libre et tranquille pour pouvoir penser à notre avenir et souvent ce moment de tranquillité était souvent dérangé. Donc, ils sont revenus encore à la charge, ils sont venus dire que c'est Ismaël qui commence à faire en sorte que la fouille recommence... Bon ! On va le déplacer. Franchement, je n'ai pas envie du tout de revenir sur cette période, l'avenir est là donc j'embrasse la liberté et j'ai envie de continuer sur ce nouvel épisode.

Comment avez-vous accueilli les événements du 5 septembre ?

J'ai commencé par dire qu'on a reçu le miracle de casser une dictature en Guinée. C'est déjà un message de félicitation que j'envoie aux nouvelles autorités pour leur dire qu'ils sont déjà dans le cœur des Guinéens. Juste après nous avoir débarrassé de ce régime de dictature, je dis qu'ils sont dans le cœur éternel du peuple. Ce qui reste maintenant, c'est comment pouvoir surfer sur cette vague, pour cela, j'ai pas mal des propositions à faire.

Ça fait trois fois que vous parlez de dictature à quel moment vous avez compris enfin que c'est un régime dictatorial puisque

vous étiez là-bas (du RPG) ? C'est récemment que vous êtes venus à l'UFDG, pourquoi à l'époque vous ne vous êtes pas désolidarisés de tous les actes qui étaient posés par le régime Alpha Condé ?

Vous savez, la dictature c'est comme le vent. On ne le sent pas venir. Au début on pensait que c'était la méthode Alpha Condé et les gens ne se rendaient pas compte. C'est au fur et à mesure qu'il a commencé à installer sa dicta. Nous avons compris que c'est un président qui veut mourir au pouvoir comme ses prédécesseurs : Conté et Sékou Touré. Surtout quand il a vu que dans d'autres pays, il y a eu de changement de constitution suivi de morts d'hommes malgré tout le

président est resté, c'est comme ça qu'il s'est lancé. On s'est retrouvé dans une flaque d'eau qui nous envahissait petit à petit et on ne se retrouvait pas. On pensait que c'était une méthode qui est là et que ça va changer. Donc la dictature est comme ça. On ne la voit pas venir. On se retrouve au beau milieu du temps, et au moment où on s'est retrouvé dedans, il était déjà trop tard.

En prison là-bas, est-ce que vous ne vous étiez pas sentis abandonner à un moment donné ? Parce qu'il y avait eu des murmures à propos.

Souvent on fait le faux procès aux gens. On laisse le sujet, on va se camper aux conséquences. C'est lui qui nous a abandonné, c'est la

personne qui nous a mis en prison. Si nous avons des reproches à faire à quelqu'un, c'est à Alpha Condé, c'est la justice qui a été instrumentalisée par un pouvoir qui était aux abois, qui utilisait cette instrumentalisation pour régler ses comptes. Donc celui qui te met en prison, si tu as des comptes à régler c'est à celui-là. On était dehors, on ne demandait rien à quelqu'un, on menait nos activités, on menait bien nos vies. Dire que nous avons été abandonnés par le parti, non, au contraire le parti nous a soutenu. Le soutien pour l'ensemble des détenus a été total.

(Suite à la page 7)

Guinée

Vers la création d'une monnaie électronique par la BCRG (Louncény Nabé)

La banque centrale de la République de Guinée (BCRG) projette de créer une monnaie électronique. L'objectif est de diminuer la circulation du cash dans les transactions, des mains des usagers et surtout d'éviter des cambriolages.

L'annonce de la création de la future monnaie électronique guinéenne a été faite par le gouverneur de la BCRG, ce mardi, 2 novembre, dans les « Grandes Gueules », de la radio Espace fm.

« Il y a un projet et nous avons déjà entamé des discussions avec un partenaire sérieux qui était en Guinée il n'y a pas très longtemps avec lequel nous avons discuté les contours de cette monnaie numérique de la banque centrale. C'est-à-dire, une monnaie qui peut

être détenue par le plus large public possible. Ça peut être des banques, des opérateurs économiques, des chefs de ménage, qui détiennent leurs monnaies au lieu de porte-monnaie dans des portefeuilles électroniques et qui peuvent faire des paiements électroniques parce que les pendants de cette monnaie électronique peuvent être installés dans des boutiques, des hôtels, des restaurants, etc. Les discussions sont en cours et l'année prochaine, nous serons à même de mettre en place une opération pilote », a in-



diqué Louncény Nabé.

Cependant, le gouverneur de la BCRG soutient qu'avec la création de la monnaie électronique, le cash ne disparaîtra pas.

Ismaël Condé

« Il faut que le CNRD sache que le peuple est ingrat »

A un moment donné, nous avons reçu un monsieur qui se présentait comme votre grand frère qui n'était pas content parce qu'aux réunions de l'UFDG on citait des noms des gens de l'UFDG en prison et on ne citait pas Ismaël Condé. C'était un moment de frustration, de doute...

Ce qui était clair, à chaque fois que le président El hadji Cellou Dalein Diallo prenait la parole, il faisait en sorte de ne pas oublier personne. On peut comprendre que certaines personnes oublient. La réaction de la famille est normale, il y a l'inquiétude qui est derrière ; est-ce que notre fils n'est pas abandonné ? Il y a toujours de sujets de suspicion dans ce genre de chose. Quand il parle sans dire un nom ; on dit ah, il n'a pas dit ton nom, ça arrive. C'était d'ailleurs à l'occasion d'un discours du président. Après le discours de Nadia avec qui j'ai eu à échanger par rapport à cet épisode.

El hadj Cellou Dalein Diallo quand il a pris la parole, il a pris le soin de citer le nom de chacun. Il savait que c'est un sujet important pour les détenus, souvent on chahutait entre nous en disant : ah, le président n'a pas dit ton nom, hein ! A chaque fois qu'un nom était égrené ça nous faisait plaisir et sa nous donnait l'espoir ; franchement, c'était les meilleurs moments qu'on avait de suivre les émissions à grande écoute surtout quand le sujet concernait un détenu politique, c'était une façon de nous faire respecter dans ce milieu ; on parlait de nous et les autres détenus politiques

nous respectaient et les geôliers nous respectaient.

En termes de suspicion, on savait que le pouvoir en place essayait de vous travailler au corps en prison afin de vous retourner en sa faveur, pour qu'une fois sorti de prison vous puissiez rejoindre les rangs du RPG. Peut-être même en monnaie d'échange vous promettez de rejoindre le RPG et on facilitait votre libération. Qu'est-ce que vous en dites ?

Le sujet avait été posé dès le premier jour de mon incarcération. Quand j'ai été arrêté, ma famille biologique s'est levée pour aller voir les cadres du RPG parce que n'oubliez pas que je suis un pur produit du RPG. Il y a beaucoup de connexion entre ma famille et la famille du président de la République. Le secrétaire général qui est un grand frère à moi, Sékou Condé et beaucoup de cadres. Ma famille est allée les voir, ils ont dit : on ne comprend pas pourquoi Ismaël est en prison ? La réponse était sans appel : « *Il est en prison parce qu'il veut être en prison, s'il veut sortir de la prison aujourd'hui, il sortira de la prison, mais pour sortir en prison, la décision est simple, il écrit une lettre où il demande pardon au président de la République, il déclare quitter l'UFDG, il revient dans le RPG, demain il sera libre* ». Voilà, la famille ne pouvait pas venir me passer ce message, des messages comme ça les laissaient dans un embarras total. C'est par la suite que j'ai su que c'était des conditions qui ont été proposées dès le départ pour que nous puis-

sions sortir de prison.

Vous disiez avoir des propositions par rapport à cette transition. On sait que l'ANAD a défendu une durée de 15 mois, mais pour beaucoup il y a une sorte d'empressement à l'UFDG et à l'ANAD parce que certains verraient Cellou Dalein en pole position par rapport aux futures élections. Est-ce que 15 mois ce n'est pas marginale au chantier qui attend le CNRD ?

Transition veut dire transir c'est-à-dire, aller au-delà. On est dans une phase A, il faut aller à la phase B. C'est la transition qui nous permettra de quitter cette phase A pour aller à cette phase B. Donc une transition n'est pas une statique, c'est une phase qui bouge. Il faut que le CNRD sache que la meilleure façon de résoudre une transition, c'est d'avoir une transition courte. Qu'est-ce qui est plus difficile ? Ce n'est pas la prise du pouvoir, c'est la gestion qui est difficile. Nous sommes dans une période de grâce, tout le monde est content d'eux, mais ils vont vite rentrer dans les dures des choses parce qu'il y a beaucoup de décisions populistes. Ils veulent faire plaisir à tout le monde. Alors que la gestion, c'est de prendre des décisions, c'est de faire l'arbitrage, quand on prend l'arbitrage, il y aura toujours un camp qui se fâche et l'autre camp qui n'est pas content.

Il faut que le CNRD sache que le peuple est ingrat, tout le monde les applaudit aujourd'hui, mais demain c'est le même peuple qui va se tenir debout pour dire que : "ce n'est pas ce qu'on vous a demandé". Donc une transition qui ne dépasse pas 2 ans va être la meilleure recette pour le CNRD pour qu'il reste indéfiniment dans l'histoire, parce qu'il faut savoir qu'ils sont déjà rentrés dans l'histoire.

Une synthèse
d'Alpha Amadou Diallo

Guinée

Pour charmer les femmes, il se fait plusieurs comptes sur facebook...

Jouant divers personnages sur les réseaux sociaux, pour faire chanter, le jeune Fodé Bengaly Camara, qui reconnaît avoir été intime avec plusieurs femmes, a été présenté à la presse ce mardi à Conakry par le service de l'Office de protection du genre, de l'enfance et des mœurs (OPROGEM).



Selon, le commissaire Ibrahim Rifac, chef de département protection genre et enfance au niveau de l'OPROGEM, il s'agit d'un « cas de cyber-criminalité, atteinte à l'image et atteinte à nos bonnes mœurs ».

Avant d'expliquer que sur les réseaux sociaux, le prévenu est : « non seulement le grand frère qui réside au Canada, qui s'appelle Mohamed canadien Condé, c'est lui le petit frère qui s'appelle sur les réseaux sociaux Ibrahim Camara et c'est lui encore Starboy Fodé. »

« Les pièces justificatives que nous avons eues à travers son téléphone, à travers les messages et images que nous avons reçus, il y a au moins une trentaine de femmes qui sont déjà victimes. Et il y a même des femmes mariées qui en sont victi-

mes », a-t-il révélé.

Fodé Bengaly Camara qui a reconnu les faits, est revenu sur son mode opératoire.

De prime abord, il s'est présenté comme : « Fodé Bengaly Camara à l'état civil. Sinon sur Facebook, j'ai trois comptes : l'un qui est Mohamed canadien Condé; il y a un autre qui est Ibrahim Camara et le troisième qui est Starboy Fodé. »

J'avais ces trois comptes, juste pour m'amuser avec des filles

A la question de savoir pourquoi toutes ces identités, il a expliqué : « J'avais ces trois comptes, puisque je vais le dire maintenant comme ça, juste pour

(Suite à la page 8)

Lisez le journal
numérique sur le site

KèfinaFasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Guinée

USTG

Pour charmer les femmes, il se fait plusieurs comptes sur facebook...

m'amuser avec des filles. Au départ, il y avait des filles qui m'envoyaient des invitations pour me dire tu es beau, parce que je prenais des photos d'un artiste congolais que je mettais sur la photo de profil. C'est de là-bas que l'idée là m'est venue. Je me suis dit, comme il y a plein de femmes qui m'envoient des invitations, et pourtant en réalité je ne suis pas la personne qui figure sur les photos, je disais souvent à certaines que je voulais d'elles en mariage. Quand je vois qu'elles acceptent et que leur amour est fort, je leur dis si tu m'aimes en mariage et moi aussi, il y a une coutume dans notre famille à laquelle il faut que tu te soumettes. Elle consiste au fait que tu entretiennes des relations intimes avec mon petit frère. J'ai fait cela trois fois. Mais, il y en a, quand on entretient cette relation une seule fois, ça continue entre nous comme une relation amoureuse. Quelques fois, elles oublient le nom Mohamed Condé là et continuent avec moi. C'est le troisième cas-là qui n'a pas marché. Je me suis retrouvé dans un piège et je le regrette franchement. »

Si tu continues à m'insulter comme ça et si tu me laisses, je vais publier tes photos et tes vidéos

Pour le cas pour lequel il s'est fait attraper, il a déclaré qu'ils « avaient déjà entretenu des relations intimes. Mais elle n'a pas eu son BAC. Je la flattais sur Facebook sous le nom Mohamed canadien Condé là, en lui disant : lorsque je te disais qu'il faut prendre courage et aller à l'école, tu parlais toujours dans les boîtes. Elle me disait que comme je ne pouvais pas l'encourager, que je ne faisais que la critiquer, d'arrêter comme ça. C'est ainsi qu'elle m'a bloqué. Sinon, en aucun jour, elle n'a douté de mon identité. Maintenant, je lui ai écrit sur mon deuxième compte qui est Ibrahima Camara, que je n'utilisais même pas. Je ne l'ai utilisé que pour elle. Je lui ai dit pourquoi tu m'as bloqué parce que je t'ai dit que tu n'as pas eu ton BAC? Elle m'a dit Oui. Elle a commencé à m'insulter, à insulter ma mère. Je lui ai aussi dit que si tu ne m'aimes pas, il ne faut pas in-

sulter ma mère. Il ne faut pas aussi me bloquer. On peut arrêter comme ça. Elle a toujours continué. Et c'est à ce moment là je lui ai dit, si tu continues à insulter ma mère, tu sais que j'ai tes photos intimes. Mais lorsque je lui disais ça, je n'avais pas ses photos intimes. Mais je sais que si je lui dis ça, elle allait avoir peur. Je l'ai menacée. Mais je n'avais pas en tête que ça allait arriver là. Je l'assume! Je lui ai dit si tu continues à m'insulter comme ça et si tu me laisses, je vais publier tes photos et tes vidéos. Mais je n'avais pas ses photos. À ce moment, elle m'a dit OK. Je vais continuer avec toi et je vais continuer à faire votre coutume. Je lui ai dit non, je ne t'ai pas dit de faire notre coutume. Mais tu vas rester avec moi (...) Elle m'a donné rendez-vous vendredi, je lui ai dit que je n'ai pas le temps. On a convenu le samedi. Le samedi en question, on s'est rencontré dans un maquis qui est à côté de nous. On est allé, c'est là-bas, deux officiers sont venus me dire que je suis en état d'arrestation. C'est ainsi que je me suis retrouvé ici ».

Il y avait des filles qui m'envoyaient leurs photos...

À propos des autres photos retrouvées dans son téléphone par les agents, il nie avoir eu des relations intimes avec celles-là. « La trentaine de photos là, ça ce n'est pas sûr. J'ai quand-même des photos. Mais je n'ai eu de relations intimes qu'avec trois filles. Ça je l'assume. Mais tout de même des photos de certaines personnes. Il y avait des filles qui m'envoyaient leurs photos, quand elles m'écrivaient une à deux fois sans que je leur réponde. En me disant franchement mon frère, je veux que tu me maries. Il y a de ces photos qui ne sont pas enregistrées. Mais qui sont dans des conversations », a-t-il relaté.

A propos d'une victime qu'il devait dépuce, le prévenu nie les faits. « C'est faux, elle me disait qu'elle était vierge. Mais elle ne l'était pas. Parce qu'une femme qui est vierge ne va jamais accepter ce genre de choses. Mais elle, elle m'a toujours mis la pression en me disant qu'on va faire, on va faire. Mais je ne lui ai jamais donné le temps », a-t-il dit.

Abdou Lory Sylla

« Tant que la Cour suprême ne tranche pas, Abdoulaye Sow reste le secrétaire général » (Me. Béa)

Depuis le 12 octobre dernier, la Cour d'appel de Conakry a rendu un jugement en faveur de l'USTG dirigée par le Camarade Abdoulaye Camara dans l'affaire l'opposant à l'autre camp du

La décision de justice rendue par cette Cour a purement et simplement invalidé le congrès élisant Abdoulaye Sow à la tête de l'USTG, tout en lui interdisant de s'exprimer dorénavant au nom de ladite structure syndicale, avant de le sommer également à libérer le siège de la centrale qu'il occupait depuis trois ans.

Ces derniers jours, Abdoulaye Camara et son équipe ont décidé de passer à la vitesse supérieure en tentant de faire appliquer à lettre la décision de justice rendue par la Cour d'appel.

« Nous allons maintenant procéder à l'exécution correcte de cette grosse. Tout ce qui est dedans sera exécuté. Ça au moins c'est clair comme l'eau de roche. Et nous, on prévient. On a beaucoup de respect pour le général Abdoulaye Sow, mais il est interdit de toute déclaration maintenant au compte de l'USTG ; ça, c'est terminé. Il le fait, on va porter plainte contre lui... La grosse est claire il est dit en haut au nom du peuple de Guinée. Ça veut dire que ce jugement engage le peuple de Guinée, et Abdoulaye Sow est parmi ce peuple, il est dans l'obligation de respecter cette décision, s'il ne le fait pas on va le poursuivre. Ça au moins c'est clair. Donc il n'y a pas deux USTG en Guinée. Il n'y a qu'une seule et unique USTG et nous comptons sur l'ensemble des travailleurs de Guinée de nous apporter leur soutien et nous serons de leur côté pour améliorer tous les jours, leurs conditions de



vie et de travail », a déclaré Mohamed Lamine Camara Secrétaire général adjoint du l'USTG dirigée par Abdoulaye Camara.

C e p e n d a n t Abdoulaye Sow et ces hommes à travers leur avocat ont saisi la Cour suprême qui a renvoyé l'affaire au 3 décembre prochain pour la suite de la procédure.

À en croire Me. Salifou Béavogui (avocat du camp d'Abdoulaye Sow), la décision rendue par la Cour d'appel en date du 12 octobre dernier sans même que son client ne soit informé et n'ait la possibilité de se défendre... n'était qu'un simple formalisme et que tout était déjà en faveur de l'autre partie. Il l'a fait savoir au cours d'un point de presse qu'il a animé dans l'après-midi de ce mardi 2 novembre.

Pour lui, « là où le bât blesse, c'est qu'aujourd'hui, la par-

tie adverse se saisit de cette décision qu'elle tente coûte que coûte de faire exécuter en tentant d'expulser M. Abdoulaye Sow. Or ce n'est pas une décision exécutoire. Elle n'est pas exécutoire à partir du moment où elle est attaquée devant la Cour suprême. Et ça c'est l'article 80 (portant organisation, attribution et fonctionnement de la Cour suprême) de la loi sur la Cour suprême qui le dit ».

Selon Me. Béa, en pareille situation, toutes les parties doivent attendre que les juges saisis se prononcent.

Pour tout dire, « tant que la Cour suprême ne tranche pas le fond du litige, M. Abdoulaye Sow en vertu du PV d'élection versé dans le dossier du 6ème congrès, nous nous estimons qu'il reste et demeure le secrétaire général de l'USTG. D'autre part nous estimons que cette décision est inexécutable et qu'on cesse de tromper l'opinion ».

Guinee7.com

Frais de scolarité

La Feguipeae dénonce la « malhonnêteté » de certains directeurs d'écoles



La présidente de la fédération guinéenne des parents d'élèves, étudiants et amis de l'école Feguipeae a dénoncé le phénomène d'arnaque dont les parents d'élèves sont victimes de la part de certains gestionnaires d'école, notamment les directeurs.

Aux dires de dame Adama Sow, depuis l'ouverture des classes, plusieurs cas d'arnaques en lien avec les frais d'inscription et de contribution scolaire des élèves ont été remontés à son organisation.

« Les frais d'inscription des élèves à l'élémentaire sont fixés à 8.000 fg à répartir comme suit : 5.000 pour la contribution scolaire et

3.000fg pour les frais d'inscription. Pour le secondaire, les frais sont fixés à 10.000 fg, et le paiement s'étend sur toute l'année scolaire. Mais aujourd'hui ils font payer entre 30.000 et 50.000 fg aux parents d'élèves conditions d'inscription de leurs enfants dans les écoles publiques, chose qui est inadmissible. Alors il faut que les directeurs et autres responsables d'école qui se livrent à cette pratique arrêtent. Qu'ils arrêtent d'exiger aux parents la contribution parentale dès l'ouverture. C'est déplorable qu'un parent qui vient inscrire son enfant à l'école soit dans l'obligation de payer immédiatement la contribution parentale. La contribution parentale c'est du mois d'octo-

bre jusqu'en fin d'année scolaire selon la possibilité du parent », a-t-elle indiqué au micro d'un reporter de mosaiqueguinee.com.

Face donc à l'exacerbation du phénomène au sein des établissements d'enseignement publics, la présidente de la Feguipeae assure qu'elle ne se laissera pas faire.

Pour le moment la dénonciation reste son seul moyen de recours. « Nous allons passer maintenant à la dénonciation, s'ils n'arrêtent pas, avec le département de l'enseignement pré-universitaire on va voir ce qu'il y a lieu de faire. Mais on ne se laissera pas faire », a-t-elle lâché.

Alhassane Fofana

Cellou Dalein à JA

« Certains généraux ont participé au pillage du pays »

Dans une interview qu'il a accordée à l'hebdomadaire Jeune Afrique (JA), le leader de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG) Cellou Dalein Diallo qu'il a bien envie d'être candidat à la prochaine présidentielle si son parti le choisit.

Parlant de la purge opérée par le président du CNRD au sein de l'état-major de l'armée, avec une qua-

rantaine d'officiers mis à la retraite, l'ancien Premier ministre dit avoir été surpris.

« Je dois avouer que j'ai été surpris, mais cela devait être nécessaire. Tout le monde sait que certains généraux ont participé au pillage du pays », martèle M. Diallo.

Quant au sort à réserver à l'ancien président Alpha

Condé, il dit se « réjouir déjà qu'il bénéficie d'un traitement digne. Il ne faut pas se comporter avec lui comme le lui a fait avec les autres. Pour le reste, je laisse aux nouvelles autorités le soin de décider de son sort ».

Noumoukè S.



Transition en Guinée

L'ACD évoque les défis et fait des propositions pour sa réussite

Réunis autour de la plateforme dénommée **Action Citoyenne de la Diaspora aux États-Unis (ACD)**, des cadres guinéens résidents au pays de l'oncle Sam ont rendu public ce mardi 2 novembre à l'occasion d'une conférence à la maison de la presse de Kipé, une liste de projets pour le décollage économique de la Guinée et également exprimé leur disponibilité pour la réussite de la transition.

Ces projets sont expliqués dans un memorandum qui a été présenté aux autorités. Le document comprend 9 grands points notamment la justice, la réalisation des audits ou encore la reddition des comptes.

« C'est après l'appel qu'a lancé le colonel Doumbouya en l'endroit de la diaspora, que nous avons mis sur pied, une plate-forme pour concocter des projets qui permettraient à la Guinée de changer de vision. Cette organisation regroupe plus de

100 membres qui sont la crème des intellectuels guinéens vivant aux États-Unis. Ses membres évoluent dans différents domaines et ont des expériences de plus de 20 ans dans la plupart des domaines dans lesquels nous avons fait des projets. L'objectif est d'accompagner le pays, nous ne sommes pas venus pour présenter des CV ou pour demander à avoir une place par-ci ou par-là. (...). Ces projets pour nous, on estime, que tout pays qui espère être dans le concert des nations, va obligatoirement s'y appesantir. Ces projets sont : l'organisation des audits, la stratégie de lutte contre la corruption, la conception du fichier électoral, la réforme de l'administration publique, la problématique de l'emploi des jeunes, l'informatisation du système éducatif, l'informatisation du système de santé, l'électrification et la justice. Ces 9 points ont été largement débattus par les experts, des gens qui ont de l'expérience dans ces domaines », a expliqué Ben Oumar Sow, membre de l'ACD.

Par ailleurs, ces cadres ont exprimé leur volonté, qu'en plus du memorandum et des projets qui y sont, de se mettre à la disposition des nouvelles autorités, dans le cadre du développement du pays. Dans le cadre de la réalisation de ces projets, ont-ils précisé, l'État peut ne pas forcément mobiliser de gros moyens.

Dans les jours à venir, la plate-forme entend déposer le memorandum rédigé à cet effet, dans les départements ministériels et institutions concernés par les projets concoctés.

Mohamed Nana Bangoura

Contribution

Propositions pour une transition réussie en Guinée

(Mamady Condé/Bandjou Bayo)

Propositions pour une transition réussie sur les questions de gouvernance économique et financière pour plus de justice sociale et les fondements de l'émergence économique dans notre pays**Introduction :**

La prise du pouvoir par le Conseil National du Rassemblement et le Développement a donnée à notre opportunité d'orienter les ressources créées en faveur de la majorité des guinéens.

Cependant, Aujourd'hui plus que jamais les défis importants sont à relever dans un contexte marqué par une demande sociale forte qui atteste l'impatience des Guinéens quant à l'amélioration de leurs conditions de vie grâce à des politiques publiques plus saines et mieux axées vers la lutte contre la pauvreté et le chômage, la corruption et le gaspillage des ressources publiques.

Cette nouvelle donne politique qui mobilise les énergies de toutes les tendances (économistes, politiques, acteurs de la société civile et observateurs de la vie publique etc.) et qui génère l'espoir d'un lendemain meilleur pour de millions de guinéens dans les villes et villages de notre pays a-t-elle des objectifs clairement identifiés dans un contexte économique et social difficile ? Ses objectifs économiques et sociaux peuvent être chiffrés ? Des moyens de mise en œuvre efficaces ? Un calendrier précis ? Des résultats à atteindre chiffrables ?

Notre pays est à un tournant décisif de son histoire ; en effet, selon les données publiées par les autorités nationales et les partenaires techniques et financiers de notre pays (INS, PNUD, BM, FMI, ONGs, FONDATIONS ...) le contexte économique et social est aujourd'hui marqué par une forte demande sociale qui s'explique par :

Les problèmes de gouvernance et de corruption chronique ;

De fortes inégalités économiques et sociales ;

Un taux de pauvreté atteignant les 53% de la population ;

Un taux de chômage élevé plus de 60% des jeunes et des femmes ;

Un taux de chômage de 72% de jeunes qui sortent de l'enseignement supérieur ;

La nécessité d'une hausse significative des ressources internes (Un taux de pression fiscale faible de 13% contre 18% en Moyenne régionale) et une possible baisse de l'aide et emprunts extérieurs ;

Des besoins importants en infrastructures de base ;

De fortes demandes sociales en matière de santé et d'éducation ;

L'existence de la pandémie COVID-19 et Une classe politique divisée.

**Nécessité de fixer des objectifs clairement identifiés**

Ce qui invite les nouvelles autorités à proposer un programme économique et social, qui sera à la fois conjoncturel et structurel, à considérer comme défis majeurs dans l'atteinte des objectifs suivants :

La restructuration de l'administration ;

La réforme des mécanismes de passation des marchés et contrats publics de l'Etat ;

L'augmentation substantielle des ressources internes ;

La systématisation des contrôles et audits des agences, des collectivités et communautés ainsi que les départements ministériels ;

Une lutte acharnée contre la corruption endémique et l'enrichissement illicite ;

La digitalisation des opérations de l'Etat ;

Les initiatives et programmes en faveur des jeunes et des femmes ;

Réduction des menaces internes et externes dans le domaine de la sécurité.

Une réforme est un ensemble de mesures apportant un changement significatif au rôle de l'Etat, ou à la structure ou au fonctionnement de son appareil administratif. La réforme à mener pendant cette période transitoire nécessite des mesures importantes (dimension quantitative), de changements importants (dimension qualitative nécessairement plus subjective) et doit avoir un impact à trois niveaux :

Sur le rôle de l'Etat (législative, les entreprises, structure et fonctionnement de l'appareil administratif)

Le contexte des réformes à mener est une donnée fondamentale (réalité d'ordre économique, d'ordre social, d'ordre idéologique et d'ordre scientifique)

La portée des réformes qui cherche à saisir l'objet proprement des mesures phares des réformes à entreprendre dans notre pays (niveau institutionnel, organisationnel, managérial, de la prestation de services et culturel)

Défis de court et moyen terme

A court et moyen terme les défis consistent sur plan économique et social à :

Mobiliser d'avantages de ressources internes pour faire face aux engagements politiques, économiques, sociaux et financiers.

Améliorer le panier de la

ménagère ;

Favoriser la promotion d'une croissance forte et inclusive ;

Eradiquer la pandémie covid-19 et le virus Ebola ;

Lutter contre la corruption, le clientélisme et le copinage ;

Réaliser l'unité des Guinéens pour éviter que l'élan du pays soit freiné par des querelles intestines interminables et politiques ;

Porter le ratio recettes intérieures/PIB à 20% contre 13% aujourd'hui ;

Instaurer la gestion axée sur les résultats au niveau des départements ministériels, dans la gestion des projets et les agences.

Initier un programme de réduction significatif des inégalités sociales très fortes dans notre pays ;

Répartir équitablement les richesses créées.

Initier un programme ambitieux de logements sociaux ;

Améliorer le réseau routier, routes urbaines et rurales ;

Poursuivre le projet de construction de chemin de fer ;

Réduire significativement le taux de pauvreté et l'extrême pauvreté ;

Combattre le chômage massif des jeunes et des femmes à travers la réalisation des projets de création d'entreprises ;

Favoriser le financement des infrastructures : la priorité à la construction des routes, dans les 4 régions naturelles ainsi que les pistes rurales ;

Financer l'Agrobusiness : renforcer l'agrobusiness à travers les chaînes de valeur et la hausse du budget alloué à l'agriculture et la qualité de la gouvernance.

La complexité des tâches et les exigences de temps exigeaient le choix des instruments mieux adaptés.

Avec des instruments

(Suite à la page 11)

Lola

Deux jeunes poignardés à mort par un homme en colère contre sa femme

A Lola, deux jeunes gens ont été poignardés à mort ce mardi soir à Guélemata, un district relevant de la sous-préfecture de Gamabéréma.

Selon nos informations, ces jeunes ont été tués par un homme en colère qui battait sa femme. Deux coups de poignard du mari furieux auraient été fatals pour les deux jeunes qui tentaient de les séparer.

En entendant de comprendre les véritables circonstances de ce drame, le présumé auteur du crime serait en fuite.

Quant à sa femme, on apprend qu'elle reçoit des soins médicaux au centre de santé du même village.

Contribution

Propositions pour une transition réussie en Guinée

(Mamady Condé/Bandjou Bayo)

d'action à réviser pour l'atteinte des objectifs

La revue de la littérature économique et financière récente et les données disponibles (FMI, BM, PNUD, Gouvernement de Guinée, ONGs, Fondations) permettent d'affirmer que les instruments de mise en œuvre de ce programme sont globalement connus.

Ainsi, sur plus d'une quarantaine d'instruments, 32 semblent essentiels pour l'atteinte des objectifs à savoir :

Mission d'Appui à la Mobilisation des Ressources Internes (MAMRI) 25 milliards ;

Mise en place à la présidence de la République d'une équipe restreinte hautement qualifiée et pluridisciplinaire pour coordonner et impulser les réformes ;

Les institutions de contrôle (Inspection générale d'Etat ; Inspection générale des finances ; Cours des comptes ; ANLC ; etc.) ;

L'Agence Nationale de Financement des Collectivités (ANAFIC) avec 15% des recettes minières affectées au développement des régions ;

L'Agence Nationale d'Inclusion Economique et Sociale (ANIES) ;

Le fond national de développement local (FNDL) ;

Le Fonds de développement des communes de Conakry (FODECCON) ;

La Facilité Elargie de Crédit (FEC) ;

Les investissements directs étrangers (IDE) particulièrement dans le secteur minier ;

Une certification pour les hommes et pour les femmes dans la fonction publique.

En vue d'atteindre des résultats attendus par le peuple

A la fin de cette transition, à court et moyen terme, le peuple attend des résultats concrets dans les domaines suivants :

Le renforcement et l'indépendance des institutions de contrôle vis-à-vis du politique ;

Des résultats concrets sont réalisés en matière de lutte contre la corruption et les détournements de fonds publics ;

la stabilité macroéconomique est maintenue dans la durée ;

un contrat social est mis en place qui permet de développer les investissements pour accroître l'égalité des chances pour tous dans notre pays ;

les enfants de ce pays ont un accès universel aux services de santé, au développement de la petite enfance, à l'éducation et à des infrastructures de base ;

les obstacles et contraintes qui empêchent la participation des femmes à la vie politique, économique et sociale de notre pays sont éliminés ;

Des investissements dans les instruments de protection sociale sont initiés ;

le contenu des programmes sociaux est significativement amélioré pour réduire la pauvreté et le chômage ;

Qui feront l'objet d'une évaluation pendant et après la transition

Qui sera essentiellement axée sur la capacité des autorités à produire les résultats dans les domaines suivants :

Capacité de mobilisation des ressources pour financer

les dépenses essentielles de la transition (économique, sociale, politique etc) ;

Sortir des millions de guinéens de la pauvreté et l'extrême pauvreté dans notre pays et Réussir une justice sociale pour tous ;

Ramener le taux le chômage des jeunes et femmes de 61% à 30% en 3 ans ;

Le taux d'accès à l'eau à 60% en 3ans ;

De milliers d'entreprises sont créées par an sur une période de 2 à 3 ans en faveur des jeunes et des femmes ;

Les résultats des évaluations ministérielles sont disponibles en fin d'année ;

Atteindre un taux d'accès à l'électricité dans les zones rurales de 3% à 40% sur les 3 prochaines années ;

Le taux de pression fiscale est passé de 13% à 20% en trois(3) ans ;

La croissance économique est inclusive et le revenu des 40% les plus pauvres de la population aura significativement progressé ;

Le secteur minier (élément essentiel de notre modèle de croissance) offre des perspectives de création de richesses aux pauvres et contribue effectivement à diversifier l'économie avec plus d'accent sur le secteur agricole ;

La digitalisation des opérations financières est une réalité ;

Ces performances recherchées nécessiteront des mesures d'envergure pour la réussite de la transition.

Cette politique qui sera évaluée sur les 3 prochaines années ; nécessitera des évaluations trimestrielles ou semestrielles de sa mise en œuvre avec la production d'un bilan à mi-parcours après la première année. Les prochains mois, nous l'espérons vivement, nous édifierons de l'impact réel de ces politiques sur l'amélioration des conditions de vie des 40% des plus pauvres de notre pays.

La réalisation de ces défis importants sera largement tributaire de la volonté politique et du leadership ainsi que de l'implication personnelle du Président de la République et du Premier Mi-

nistre dans ce contexte économique et social difficile.

Conditions de réussite de la transition sur le plan économique et financier

Cette nouvelle donne politique proposée par les patriotes dirigés par le CNRD, pour qu'elle soit une réalité dans notre pays, vivement que la volonté politique ainsi exprimée par la plus haute autorité soit traduite dans les faits par :

Une vision clairement exprimée de l'élite au plus haut niveau ;

L'absence de corruption à tous les niveaux des structures administratives ;

La priorité dans la lutte contre la fraude ;

Des fonctionnaires compétents et intègres ;

La notation des ministères et institutions ;

Le culte de l'excellence où la rémunération est basée sur les résultats et l'impact des actions menées par l'exécutif ;

Une égalité pour tous ;

Une politique basée sur la recherche permanente de la performance ;

La production des données fiables pour mesurer l'évolution effective de l'impact de la nouvelle politique.

Un Pays comme le Singapour sans ressources naturelles, avec un revenu par habitant qui était au moment de l'indépendance (années 1960), de 400 dollars/an est aujourd'hui passé à plus de 40 mille dollars/an, plus riche que des pays occidentaux comme l'Allemagne, la France, le Luxembourg. Les fondements de cette éblouissante réussite sont dus essentiellement à l'application de ces valeurs dans la gestion des affaires publiques sous le leadership du chef de l'Etat.

Ces mesures à notre avis constituent un passage obligé pour inverser à court et moyen terme les faiblesses de la gouvernance dans ce pays depuis plusieurs décennies et instaurer une gestion vertueuse au bénéfice de tous les guinéens.

Le peuple de Guinée mérite plus de justice sociale et la prospérité économique

Certes, la transformation économique d'un pays s'étale sur plusieurs décennies, mais des fondements essentiels d'une gestion vertueuse de la chose publique est possible dans deux ou trois ans et l'histoire économique et financière des PMA est là pour le démontrer. En effet, après plus de 60 ans de conseils, d'appuis techniques et financiers et assistance technique des institutions telles que le FMI, le PNUD et la BM, très peu de PMA depuis les indépendances connaissent des avancées économiques et sociales remarquables.

Cependant, le peuple de Guinée mérite plus de justice économique et sociale et l'échec du Gouvernement dans la mise en œuvre de cette politique sera difficilement compréhensif par le peuple car :

Les Instruments de mise en œuvre des politiques publiques annoncées pour une lutte efficace contre la pauvreté, le chômage et les inégalités sociales semblent adaptés et peuvent être efficaces s'ils sont bien utilisés ;

La Volonté politique des autorités exprimée au plus haut niveau est une réalité ;

La Crédibilité du pays auprès des investisseurs et la capacité des autorités à mobiliser les ressources nécessaires est fortement améliorée ;

La Guinée est engagée dans une trajectoire de croissance économique forte (classé parmi le top 10 des pays à croissance forte dans les prochaines années) ;

La guinée a les moyens de sa politique de prospérité partagée (mines, agriculture, réformes fiscales, confiance des investisseurs) qui doit profiter aux 40% des plus pauvres de la population ;

La Conclusion des 5eme et 6eme revues avec le FMI (plus de possibilités de mobilisation des ressources et confiances des investisseurs renforcée) et

L'existence de près d'une dizaine d'institutions de contrôle.

Mamady condé/Economiste
Bandjou bayo/Economiste

Lisez le journal
numérique sur le site

KèfinaFasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Premier Gouvernement de la Transition

L'Espoir ne saurait mourir

Des profils plutôt dynamiques. D'experts pour la plupart et de militants idéalistes pour le reste. Et l'espoir dans une Guinée qui retrouve le travail dans la solidarité et l'amour de la pensée novatrice ne pourrait s'éteindre. Les acquis du peuple fier de Guinée forment déjà un grand piédestal pour cette aspiration.

Le premier gouvernement de la Transition, du Premier Ministre BEAVOGUI, tend à clore ses portes. La désormais machine de refondation, plutôt de renaissance (**attendue comme celle du siècle des lumières**), démarre enfin son moteur. Mais la route ne semble pas tout à fait balisée pour cette jeune équipe, dont la plupart d'entre eux font leurs premiers pas dans l'administration publique.

Les parcours des uns et des autres ne sont pas des arnaques (cette fois rassurez les autres) ; mais vu la complexité des tâches et la peau dure de l'arrogance, la démesure et la promotion de médiocres dans l'appareil étatique guinéen, ils ont du pain sur la planche. Car la réussite d'une mission de cette envergure, ne s'assure jamais en solitaire. Mais plutôt avec des équipes fortes, compétentes, patriotes et solidaires. Et là, croyez –

moi, la capacité managériale seule ne suffira point pour résoudre les épineux problèmes.

Notre nouvelle équipe gouvernementale pourra-t-elle se doter à son tour, d'équipes fiables pour assurer sa réussite ?

Cet acte 1 du CNRD, dans sa composition, dégage dans tous les cas une fumée d'espoir. Mais la vérité est qu'une population à 70 % d'analphabètes, est encore plus exigeante que l'inverse du pourcentage pris.

C'est pourquoi, la culture de l'espérance est à l'espoir lui-même, curative. Toutefois, elle n'existe que par une synergie d'actions, qui ne dessine l'avenir avec la bêtise ; mais humblement avec grandeur et foi. Là où chacun, pinceau en main, tracera son chemin – propre

vers l'avenir prometteur. Et là-bas, l'Espoir ne saurait mourir.

Gardez-vous néanmoins de penser comme tous les autres, que le développement, c'est de mettre du béton partout, sans pour autant éduquer préalablement, ceux qui auront à marcher dessus. Hâtez-vous de leur enseigner le bon chemin et empêchez leurs pieds de s'égarer.

Trottez à avoir des perfectionnistes comme collaborateurs et vous irez droit vers la réussite de votre mission.

Ce qui sera, a déjà été. Mais n'appellez pas le diable au secours dès le prochain virage manqué.

L'évolution d'une société, est certes, l'acquisition d'une énergie commune à partager ; pour que le saut de chaque individu converge vers son bonheur. Et la somme de tous ces bonheurs, produira



la positivité de l'énergie partagée, qui à son tour, réalisera enfin, le bond de géant de l'ensemble de la société dite.

Et cette énergie n'est autre qu'une inspiration altruiste, qui fera vibrer tout le monde à la fois, le jour de son partage.

Allez donc à l'essentiel et ne point se lancer dans un cycle interminable de règlement de compte, vu le temps escompté, est le chemin savant à emprunter. Car, je puis vous assurer en toute humilité, que : ce qui sera a déjà été.

Cependant, la chance

trotte déjà à vos côtés, par l'élégance, le savoir, le dynamisme et la jeunesse dans l'esprit que vous incarnez. Mais ne vous leurrez point, au point d'appeler le diable au secours, au prochain virage manqué.

Ainsi ; que tout débute dans la foi dans notre pays, dans la confiance de nos génies et énergies et la sagesse de nos actes ; et que tout se termine dans l'harmonie, pour le grand bénéfice du brave Peuple de Guinée. Et qu'il en reste ainsi !

Je vous salue.

Mohamed Lamine KEITA
Écrivain / Poète

Mali

L'ex-otage Sophie Pétronin, de retour au Mali, recherchée par la gendarmerie

L'ex-otage Sophie Pétronin, libérée il y a un an, le 8 octobre 2020, après quatre années de captivité dans le Nord, est de retour au Mali où elle est recherchée par les forces de sécurité. L'information a été retenue par RFI pendant plusieurs jours pour des raisons de sécurité, mais elle a depuis été diffusée par d'autres médias, maliens et français, et sur les réseaux sociaux, accompagnée souvent d'informations erronées.

Sophie Pétronin est revenue au Mali en mars dernier. Après plusieurs demandes de visas refusées par Bamako, l'ex-otage accompagnée de son fils Sébastien

passé par le Sénégal et franchit la frontière par la route, sans cacher son identité aux agents de police, selon des sources proches de la famille. Ces mêmes sources expliquent que Sophie Pétronin n'était pas heureuse en Suisse et qu'elle voulait retrouver le pays où elle avait passé vingt ans de sa vie et où se trouve toujours sa fille adoptive.

Sept mois et un avis de recherche

Plus de sept mois s'écourent sans difficultés, jusqu'à cet avis de recherche émis par la gendarmerie malienne vendredi dernier (le document est daté du 29 octobre), demandant à toutes les uni-

tés de gendarmerie d'appréhender Sophie Pétronin et « de la conduire sous escorte » à la direction de la gendarmerie nationale. Selon ce document, authentifié par RFI auprès du ministère malien de la Sécurité, l'ex-otage aurait été « signalée vers Sikasso », à plus de 350 km de Bamako, dans le sud-est du pays.

Pourquoi les forces maliennes cherchent-elles aujourd'hui à appréhender Sophie Pétronin ? Sa présence sur le territoire était-elle connue, tolérée, avait-elle été régularisée ? S'agit-il d'une question de sécurité ? Sophie Pétronin a-t-elle eu un comportement qui



aurait déplu aux autorités ? Enfin, comment s'expliquer que les services de renseignements et les forces de sécurité, s'ils cherchent vraiment Sophie Pétronin, ne l'aient pas déjà trouvée ? En tout état de cause, diverses sources très accessibles

connaissent son lieu de résidence, et l'avis de recherche de la gendarmerie ne relève en aucun cas d'un avis de disparition.

(A suivre)

Source : rfi.fr

Santé... Santé... Santé...

Covid-19

Le Floxyfral pourrait-il limiter les formes sévères ?

Prendre un traitement antidépresseur pourrait réduire les formes sévères de covid-19 et les décès des patients. Après le Prozac, les scientifiques étudient les effets du Floxyfral (fluoxamide) sur la maladie.



La course pour trouver des traitements contre le coronavirus se poursuit. Et l'une des stratégies s'appuie sur le repositionnement de médicaments. Il s'agit en fait de rechercher une activité antivirale à partir de produits déjà commercialisés pour une autre indication thérapeutique. L'avantage, c'est que leur toxicité (effets indésirables) a déjà été évaluée.

Et si certains antidépresseurs pouvaient éviter les formes graves ? Un essai clinique brésilien publié fin octobre dans le *Lancet Global Health* portant sur 1500 participants (la moitié sous fluvoxamine, un antidépresseur de la famille des inhibiteurs sélectifs de la recapture de la sérotonine (ISRS) et la moitié sous placebo) montre que les patients sous antidépresseur ont été moins nombreux que ceux sous placebo (11% contre 16%) à être hospitalisés pour une forme grave du covid-19. Par ailleurs, il y a eu un seul décès dans le groupe fluvoxamine et 12 dans le groupe placebo. Les patients avaient été recrutés dans 11 sites hospitaliers du Brésil.

La piste du Prozac également étudiée

En début d'année, une équipe de chercheurs et de médecins du service de psychiatrie et addictologie de

l'hôpital Corentin-Celton (AP-HP) a étudié, elle aussi, l'association entre la prise de certains traitements antidépresseurs et la réduction du risque d'intubation ou de décès chez les patients hospitalisés pour COVID-19. Leurs résultats, ont été publiés dans la revue *Molecular Psychiatry*, du 4 février 2021. Quels sont-ils ? Sur 7230 patients étudiés, 345 patients seulement (soit près de 5%) avaient une prescription de traitement antidépresseur dans les 48 premières heures suivant leur admission, ce qui confirme la sous-représentation des patients Covid souffrant de troubles psychiatriques. Mais surtout, donnée intéressante, ces patients avaient aussi un **risque d'intubation ou de décès diminué de plus de 40%** comparé aux patients qui n'avaient pas pris de tel traitement. «L'étude suggère une réduction de ce risque pour certains antidépresseurs inhibiteurs de la recapture de la sérotonine (ISRS) (**fluoxétine, paroxétine, escitalopram**) et certains antidépresseurs non-ISRS (**venlafaxine et mirtazapine**), avec une réduction du risque comprise entre 42% et 78% selon la molécule», précise un communiqué de l'AP-HP.

L'étude souligne par ailleurs que les antidépresseurs

(ISRS et non-ISRS) sont plus ou moins efficaces selon la molécule. La fluoxétine, commercialisée sous le nom de Prozac, serait particulièrement intéressante.

Les chercheurs font l'hypothèse que les traitements antidépresseurs pourraient inhiber l'activité de la sphingomyélinase acide, une enzyme qui semble influencer la pénétration intracellulaire du virus SARS-CoV-2.

Un essai clinique va démarrer en France

Il faut souligner qu'il s'agit d'une étude observationnelle dont la principale limite est que l'on ne peut pas conclure à un lien de causalité. Mais l'espoir demeure. En effet, un essai clinique randomisé versus placebo mis en place aux Etats-Unis après la publication des premiers résultats de l'AP-HP en juillet 2020 semble confirmer l'effet inattendu des antidépresseurs pour limiter les formes sévères. Ainsi, l'étude, publiée dans le *Journal of the American Medical Association* en novembre 2020, montre qu'aucun des 80 patients atteints de Covid-19 et traités par un antidépresseur, la fluvoxamine, ne présentait d'aggravation clinique, contre 6 des 72 patients recevant un placebo.

Sources :

- [Effect of early treatment with fluvoxamine on risk of emergency care and hospitalisation among patients with COVID-19: the TOGETHER randomised, platform clinical trial, the Lancet global health, octobre 2021](#)
- [«Hoertel N et al. Association between antidepressant use and reduced risk of intubation or death in hospitalized patients with COVID-19: results from an observational study», *Molecular Psychiatry*, 4 février 2021.](#)
- [«Fluvoxamine vs Placebo and Clinical Deterioration in Outpatients With Symptomatic COVID-19», *JAMA*, 12 novembre 2020.](#)

Alzheimer

On sait pourquoi la maladie évolue si vite

Une équipe de chercheurs de l'Université de Cambridge (Grande-Bretagne) a mis au point un modèle mathématique qui explique pourquoi la maladie d'Alzheimer évolue de manière fulgurante.

Aujourd'hui, plus d'un million de personnes sont atteintes de la maladie d'Alzheimer en France. Par ailleurs, on estime que 225 000 nouveaux cas sont diagnostiqués chaque année. Des chercheurs britanniques de l'Université de Cambridge ont mis au point un modèle mathématique expliquant la progression de la maladie dans le cerveau humain. Mais leurs recherches ont également permis de découvrir que la maladie ne touche pas une seule zone du cerveau, mais que les plaques de protéines tau et bêta-amyloïde qui s'agrègent et provoquent la maladie, s'accumulent dans plusieurs zones du cerveau à la fois.

Les scientifiques pensent que c'est en partie pour cela que la maladie évolue de façon si fulgurante en une dizaine d'années après le diagnostic.

Pour cette étude, les chercheurs ont utilisé des échantillons de cerveau post-mortem de patients atteints de la maladie d'Alzheimer, ainsi que des scanners de patients vivants, pour suivre l'agrégation de la protéine tau dans leur cerveau. «Nous pensons que la maladie d'Alzheimer se développe d'une manière similaire à de nombreux cancers et les agrégats se forment dans une zone du cerveau puis se propageaient», a expliqué le Dr Georg Meisl, principal auteur de l'étude. «Mais au lieu de cela, nous avons découvert que lorsque la maladie d'Alzheimer commence, il y a déjà des agrégats



gats dans plusieurs régions du cerveau, et donc essayer d'arrêter sa propagation d'une zone à l'autre n'est pas ce qu'il faut faire pour ralentir la maladie « a-t-il ajouté, espérant que cette découverte pourra aider au développement de nouveaux traitements.

La maladie qui fait le plus peur après le cancer

Il y a quelque temps, l'association Alzheimer Europe, qui milite pour la mise en place d'un dépistage précoce de la maladie d'Alzheimer, avait lancé une grande enquête sur les connaissances du public sur cette maladie. Cette enquête avait montré que 4 européens sur 10 ignorent que la maladie peut être mortelle mais que ces mêmes Européens plaquent quand même la maladie d'Alzheimer au second rang des maladies les plus redoutées, après le cancer et à égalité avec l'accident vasculaire cérébral.

Source : [In vivo rate-determining steps of tau seed accumulation in Alzheimer's disease, *Science advances*, octobre 2021](#)

G20

De la parole aux actes... et si les pays riches tenaient leurs engagements ?

Réduire les inégalités engendrées par la pandémie de Covid-19, telle est l'une des principales priorités des pays riches réunis en Italie les 30 et 31 octobre. Pour y arriver, ils devront définir des objectifs clairs et, surtout, s'accorder sur un plan de bataille.

Ce week-end s'ouvre un grandiose ballet des nations à Rome. Il est l'heure, pour les plus riches de ce monde, d'entrer dans la danse pour apporter des solutions concrètes aux enjeux majeurs auxquels l'humanité est confrontée. Force est de constater que toute décision prise lors de ce forum de gouvernance mondiale pèsera sur notre avenir. Les chiffres qui illustrent cette vérité sont étourdissants : les pays du G20 constituent les deux-tiers de la population mondiale, et représentent à eux seuls sur la planète 85 % du PIB, 75 % du commerce ainsi que 80 % de l'investissement.

Quatre priorités, ô combien primordiales, détermineront la capacité du monde à retrouver le chemin d'une relance verte et équitable après deux années de pandémie foudroyante. Si le bilan aujourd'hui est loin d'être positif, il est encore temps de changer le cours des choses et de faire preuve de bon sens. Personne n'est protégé du virus mortel de la COVID-19 tant que nous ne le serons pas tous. Personne n'est, non plus, à l'abri des répercussions du changement climatique si certains pays continuent de polluer la Terre.

Un « bien public mondial »

Le constat, après le début des campagnes de vaccination, est alarmant : le monde est scindé entre les grandes puissances d'un côté, qui ont la main sur les vaccins et s'approprient à commencer à injecter une troisième dose à leur population et, de l'autre, les pays les plus pauvres qui n'en ont pas. Tandis que six milliards de doses de vaccins contre la COVID-19 ont été administrées à travers le monde, seuls 3 % de la population des pays à faible revenu a été vaccinée, contre près de 70 % en France. Si l'adage veut qu'il vaille mieux tard que jamais,



il est temps que le G20 se fixe comme objectif de vacciner au moins 70 % de la population de chaque pays d'ici le milieu de l'année prochaine... et qu'il s'accorde sur un véritable plan de bataille pour atteindre cet objectif.

Le G20 doit s'engager à livrer un milliard de doses de vaccin contre la COVID-19 d'ici à la fin de l'année

Première étape pour assurer un semblant de normalité : les membres du G20 pèsent assez sur la scène internationale pour exiger que l'industrie pharmaceutique fasse preuve de davantage de transparence. Mais eux-mêmes devraient commencer par suivre cette voie. Si la vaccination contre la COVID-19 progresse dans une partie du monde, les données les plus essentielles ne sont guère disponibles : combien de doses les laboratoires pharmaceutiques produisent-ils et combien de doses supplémentaires pourraient-ils produire ? À qui ces doses sont-elles destinées, sous quelles conditions et à quel prix ? Quand les vaccins seront-ils livrés ? Sans ces informations, comment pouvons-nous véritablement atteindre l'objectif de vacciner 70 % de la population mondiale au plus vite ?

Si de nombreux pays ont promis de partager des doses avec ceux qui en ont

besoin, les promesses restent en deçà des attentes pour assurer l'immunité collective. Le G20 doit publier les calendriers de livraison et s'engager à livrer un milliard de doses de vaccin contre la COVID-19 d'ici à la fin de l'année. En outre, la question de la propriété intellectuelle des vaccins va de paire avec celle de l'augmentation de la production. Il appartient, en effet, au G20 de combler le fossé qui divise les partisans d'une levée temporaire des brevets et leurs détracteurs au sein du G20. Levée temporaire, précisons-nous, jusqu'à ce que la planète sorte de la pandémie. Nous le savons pertinemment bien : les laboratoires pharmaceutiques tirent profit de la fabrication de vaccins. Faire des vaccins contre la COVID-19 un « bien public mondial » n'est pas seulement une question de santé publique. C'est également un impératif moral et politique.

Un verdict sans appel

Les pays du G20 sont les plus importants pollueurs de la planète, à l'origine des deux tiers des émissions de gaz à effet de serre : le verdict est sans appel. S'ils ne prennent pas, aujourd'hui, les mesures nécessaires pour réduire leurs émissions de CO₂, le monde continuera de se réchauffer au-delà des 1,5 degrés et les phénomènes météorologiques extrêmes décimeront des communautés entières.

Il est temps que les plus puissants honorent leur engagement à mobiliser, enfin, 100 milliards de dollars par an pour les plus démunis

Il importe de rappeler aux dirigeants du G20 que les pays pauvres sont les plus vulnérables au changement climatique alors qu'ils ne sont responsables que d'une infime partie des émissions de CO₂. Après une décennie d'inaction, il est temps que les plus puissants de ce monde honorent leur engagement à mobiliser, enfin, 100 milliards de dollars par an pour aider les nations les plus démunies à lutter contre la crise du climat. En outre, il est temps aussi que les pays du G20 s'engagent à prendre des mesures concrètes et urgentes pour parvenir à des émissions de gaz à effet de serre nulles d'ici 2050. Il s'agirait de supprimer progressivement les subventions aux combustibles fossiles au plus tard d'ici à 2025, de cesser dès maintenant toute construction de centrales électriques brûlant du charbon et de s'engager à préserver, planter et restaurer 1 000 milliards d'arbres d'ici 2030. Ceci, bien sûr, sans entourloupes diplomatiques, sans notes de bas de pages, et avec des dates et des cibles claires.

Enrayer la crise alimentaire

Résoudre les défis les plus urgents, tels que la pan-

démie de COVID-19 et le changement climatique, nécessite de repenser radicalement les méthodes de financement. Il y a peu, le FMI a pris la décision historique d'allouer 6,5 milliards de dollars pour contribuer à lutter contre les répercussions de l'épidémie. Ces Droits de tirages spéciaux (DTS) sont un instrument monétaire unique utilisé en temps de crise. Ironie du sort, les pays du G20 sont les premiers bénéficiaires de ces fonds alors qu'ils n'en ont guère besoin. À l'instar du président Macron, qui a annoncé que la France réorienterait 20 % de ses DTS vers l'Afrique, les grandes puissances ont l'opportunité de les redistribuer aux pays les plus pauvres, à hauteur d'au moins 100 milliards de dollars, pour amorcer une véritable relance mondiale.

La pandémie de COVID-19 a plongé des millions de personnes dans la pauvreté tandis que la faim se répand dans certaines régions du monde. On estime aujourd'hui que 41 millions de personnes sont au bord de la famine, soit les deux tiers d'une population comme celle de la France. Il est nécessaire que les dirigeants du G20, qui se délecteront à Rome, débloquent 300 millions d'euros d'aide d'urgence pour combattre la crise alimentaire, tout en investissant dans des systèmes durables à long terme et en soutenant les petits exploitants agricoles pour qu'ils s'adaptent au changement climatique.

Les décisions prises lors de ce ballet des nations à Rome détermineront si le plus grand sommet sur le climat qui s'ensuit, la COP26, offrira une sortie de crise ou pas. Il n'y a plus aucune excuse à rester passif, ou à manquer à ses obligations. C'est maintenant ou jamais.

Par Friederike Röder
Friederike Röder est vice-présidente Plaidoyer de Global Citizen.

Guinée

« Alpha Condé n'avait pas totalement échoué à réformer l'armée »

Ce sont des militaires qui l'ont chassé du pouvoir, le 5 septembre dernier, or Alpha Condé avait vraiment investi dans la professionnalisation de l'armée guinéenne, obtenant même des résultats, insiste la chercheuse Anna Dessertine.

De l'armée, Alpha Condé s'est longtemps méfié. Dès son arrivée au pouvoir en 2010, il a fait de sa restructuration sa priorité. Avec l'appui des bailleurs de fonds, il a lancé une grande Réforme du secteur de la sécurité (RSS), visant à professionnaliser la troupe et à restaurer son image. Élu pour prendre la suite d'un régime de transition dirigé par des militaires, l'ancien opposant savait que, pour gouverner, mieux valait les avoir à l'œil et, au besoin, satisfaire certaines de leurs revendications. Il connaissait l'enjeu, mais imaginait-il que l'armée allait se retourner contre lui ?

Le 5 septembre, il a finalement été renversé par un coup d'État perpétré par Mamadi Doumbouya, un lieutenant-colonel auquel il avait choisi d'accorder sa confiance, en dépit des mises en garde, et qu'il avait nommé à la tête de ce groupement des forces spéciales qui faisait sa fierté.

Auteur d'un article intitulé « L'État, ce n'est personne ? Les relations de pouvoir dans l'armée guinéenne », la chercheuse et anthropologue Anna Dessertine a séjourné dans le camp Soundiata Keita de Kankan, en Haute-Guinée, la région dont sont originaires Alpha Condé et Mamadi Doumbouya. Pour *Jeune Afrique*, elle revient sur la manière dont le président avait tenté de reprendre la troupe en main et souligne la spécificité du coup d'État du 5 septembre, par opposition à celui de Moussa Dadis Camara, en 2010.

Jeune Afrique : Alpha Condé ayant été renversé par des militaires, est-il juste de dire qu'il a échoué à réformer l'armée ?

Anna Dessertine : Cette réforme a eu des effets contrastés, mais on ne peut pas parler d'échec. Son objectif était de structurer le secteur de sécurité dans son ense-



ble et de le professionnaliser. Mais elle avait aussi une visée opérationnelle : il fallait que l'armée ne soit plus déployée qu'aux frontières et que les militaires rentrent dans les casernes – c'est ce que l'on a appelé « l'encasernement ».

Sous la présidence de Lansana Conté, les soldats étaient trop présents dans l'espace public et ils avaient une capacité d'action qui pouvait s'avérer dangereuse. Avec sa réforme, Alpha Condé a réussi à réduire leur présence dans les villes.

Les aînés ont parfois été frustrés de voir leurs cadets monter en grade

Le but de la RSS, c'était aussi de proposer une meilleure formation aux militaires, en Guinée ou à l'étranger, via notamment les formations onusiennes, pour leur permettre de monter en grade. Mais cela a parfois créé des crispations intergénérationnelles.

Les aînés, recrutés dans les années 2000 après avoir servi volontairement lors des attaques rebelles le long des frontières avec la Sierra Leone et le Liberia, ont parfois été frustrés de voir leurs cadets monter en grade et bénéficier de traitements auxquels ils n'ont jamais eu droit.

Le dernier rapport d'évaluation de la RSS,

conduit pour le compte de l'ONU, souligne de réelles avancées, mais il pointe aussi certaines lacunes. Quelles sont-elles ?

La chaîne de commandement de l'armée guinéenne fonctionne souvent sur la base d'une redistribution qui est à la fois financière et matérielle.

Dans certains camps, on se rend parfois compte que les dotations n'arrivent pas, notamment celles qui sont destinées à l'équipement.

Dans de nombreux camps éloignés de la capitale, les officiers subalternes sont confrontés à une certaine précarité. Certains sont obligés de se loger en dehors et de payer des loyers. D'autres ont parfois dû acheter eux-mêmes leurs tenues militaires, ce qui peut alimenter un mécontentement contre la hiérarchie.

Ce coup d'État est avant tout conjoncturel

On a parfois lu, ces dernières années, que l'armée guinéenne était devenue « républicaine ». Qu'est-ce que cela veut dire ?

Une armée républicaine, c'est une armée non politisée, qui n'est pas susceptible de déstabiliser le pouvoir civil et qui est capable, dans le même temps, de se mettre à son service.

Pourtant, les forces spéciales ont fait irruption sur le devant de la scène politique et ont renversé Alpha Condé, le 5 septembre...

Oui, mais ce coup d'État est avant tout conjoncturel : il n'a rien à voir avec les réformes entamées ces dernières années par les autorités guinéennes. Il résulte des frustrations récentes de cette unité particulière, bien différentes de celles des autres unités de l'armée, plutôt liées à des conditions précaires et à des logiques népotiques persistantes.

À la création des forces spéciales, en 2018, Alpha Condé leur a donné beaucoup de pouvoir et il a placé une grande confiance en Mamadi Doumbouya. On parle d'une unité d'élite, qui était complètement à part et dont les autres corps se méfiaient. C'est quand cette unité s'est sentie mise à l'écart qu'elle a décidé d'agir.

Par ailleurs, si ce putsch

est à mon sens particulier, c'est parce que c'est une sorte de révolution de palais. Tout comme Alpha Condé et beaucoup de hauts gradés, Mamadi Doumbouya est un Malinké. C'est différent de l'époque du coup d'État de Moussa Dadis Camara, qui résultait d'une fragmentation de l'armée.

Pourquoi Alpha Condé avait-il placé tant d'espoirs dans cette unité, au détriment d'autres corps de l'armée ?

Au départ, Alpha Condé a décidé de créer les forces spéciales pour lutter contre le terrorisme. L'une des spécificités de cette unité est qu'elle fonctionne en réseaux. C'est pour cette raison qu'Assimi Goïta et Doumbouya se connaissent : ils ont eu l'occasion de se rencontrer lors d'entraînements communs. Cette unité fonctionne beaucoup par extraversion dans la mesure où nombre de ses cadres ont été formés à l'extérieur. C'est le cas du lieutenant-colonel Doumbouya qui a été formé à l'extérieur de la Guinée avec l'appui de la communauté internationale, dont la France et les États-Unis.

Alpha se méfiait de ses opposants politiques

Mais au fil du temps, celle-ci s'est muée en deuxième garde présidentielle et a un temps garanti la disparition de l'opposition en Guinée. Alpha se méfiait de ses opposants politiques, mais à la lecture des récents événements, il ne se méfiait sans doute pas des bonnes personnes.

JA

Billet

Aller de la présidence à la prison est un sort redouté, à juste raison, par nombre de chefs d'État notamment ceux d'Afrique. Alors, pour conjurer ce mauvais sort, beaucoup d'entre eux choisissent de se perpétuer au pouvoir, se disant qu'il vaut mieux mourir président que d'avoir à croupir en prison. Mais l'un ou l'autre choix n'a rien d'enviable.

Walaoulou BILIVOGUI

GUINEE CONAKRY
1XBET

LOTTERIE NATIONALE GUINEE

PARIS SPORTIFS EN LIGNE

NUMERO VERT 625 66 66 66

Jouons responsable

GUINEE CONAKRY
1XBET

LOTTERIE NATIONALE GUINEE

PARIS SPORTIFS EN LIGNE

NUMERO VERT 625 66 66 66

Jouons responsable